

Bureau des enquêtes publiques et de l'environnement

Affaire suivie par Brigitte Becker  
Tel : 03.87.34.88.94  
[brigitte.becker@moselle.gouv.fr](mailto:brigitte.becker@moselle.gouv.fr)

Metz, le 27 JAN. 2025

**lettre recommandée avec AR 2C 115 008 8149 5**

Monsieur le directeur,

Par lettre du 30 décembre 2024, je vous ai adressé, pour observations, un exemplaire du projet d'arrêté préfectoral imposant certaines dispositions relatives à l'inventaire des flux d'effluents et au nettoyage/curage des bassins de rétention pour les installations que vous exploitez sur la plateforme de Carling/Saint-Avoid sur la commune de Saint-Avoid.

Par courrier du 16 janvier 2025, vous m'avez fait part de vos observations et sollicité l'accord d'un délai de 3 ans pour mettre en place les actions correctives attendues.

Je vous informe que je ne peux accéder à un tel délai et vous accorde un délai de 6 mois supplémentaires pour chacune des actions correctives. Ce délai vous est accordé compte-tenu des difficultés techniques que vous m'avez signalées pour réaliser ces actions, notamment pour caractériser les boues et trouver l'exutoire pour les évacuer.

Cette décision est motivée par les éléments suivants :

- le bassin de rétention R1157 est de grande capacité et qu'il est très chargé en polluants divers risquant de générer une pollution des sols et des eaux souterraines. Or une absence de surveillance à intervalles réguliers et de contrôle de l'étanchéité et de garantie de cette étanchéité ont été constatés par l'inspection des installations classées ;
- l'absence de prise en compte du retour d'expérience sur des non-conformités similaires relevées, ces dernières années, par l'inspection des installations classées sur d'autres bassins du site recueillant des effluents ;
- la date du dernier entretien partiel de ce bassin qui a été effectué en 2018.

Je vous notifie donc, sous ce pli, une copie de l'arrêté préfectoral correspondant.

Veuillez agréer, monsieur le directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général

Richard Smith

Monsieur Lionel Gernolle  
Directeur de la  
Société Arkema France  
Etablissement de Carling  
B. P. 61005  
57500 Saint -Avoid



**ARRÊTÉ DCAT/ BEPE/ N°2025- 42**

du **27 JAN. 2025**

**imposant certaines dispositions pour les installations de la société Arkema situé  
sur la plateforme chimique de Carling/Saint-Avold  
sur la commune de Saint-Avold**

Le préfet de la Moselle  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du mérite

- Vu** le code de l'environnement ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'État dans les régions et les départements, notamment son article 45 ;
- Vu** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Laurent Touvet, préfet de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté DCL n° 2023-A-05 du 6 février 2023 portant délégation de signature de M. Richard Smith, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** la décision d'exécution 2016/902 de la commission du 30 mai 2016 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour les systèmes communs de traitement/gestion des effluents aqueux et gazeux dans le secteur chimique (BREF CWW), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° DCAT/BEPE/n°2022-93 du 11 mai 2022 modifié réglementant les ateliers exploités par la société Arkema France, situés sur la plate-forme chimique de Carling/Saint-Avold dit « Arrêté-cadre » ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2015-DLP/BUPE-169 du 27 mai 2015 modifié réglementant les rejets aqueux de l'ensemble des installations exploitées par la société Arkema France, sur la plate-forme pétrochimique de Carling/Saint-Avold ;
- Vu** les éléments transmis par l'exploitant suite à la visite d'inspection du 8 octobre 2024 ;
- Vu** le rapport du 17 décembre 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, service chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** le courrier préfectoral du 30 décembre 2024 informant la société Arkema France des prescriptions complémentaires envisagées et le projet d'arrêté préfectoral correspondant ;
- Vu** les observations de l'exploitant formulées par courrier du 16 janvier 2025 ;

**Considérant** les meilleures techniques disponibles MTD2 et MTD3 du BREF CWW ;

**Considérant** l'obligation pour l'exploitant de disposer d'un inventaire des effluents aqueux provenant des tiers et traités à la station biologique ;

**Considérant** les dispositions de l'article 6bis-IV de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié susvisé ;

**Considérant** l'obligation pour l'exploitant de procéder au nettoyage/curage des bassins R1157 et R1117, au contrôle de l'étanchéité de ces bassins et la mise en œuvre d'éventuelles actions correctives ;

**Considérant** l'obligation pour l'exploitant de définir une fréquence de nettoyage/curage des bassins R1157 et R1117 et de contrôle de l'étanchéité de ces bassins ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

## **A R R Ê T E**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

La société Arkema France (numéro SIREN : 319 632 790), dont le siège social est situé, 420 rue d'Estienne d'Orves à Colombes (92705), est tenue de respecter pour son site situé au sein de la plateforme chimique de Carling/Saint-Avold les dispositions complémentaires suivantes.

### **Article 2 :**

L'exploitant réalise et transmet à l'inspection des installations classées d'ici le 31 mars 2025 l'inventaire des flux d'effluents aqueux provenant des tiers et traités à la station biologique. Cet inventaire porte sur l'ensemble des polluants susceptibles d'être présents dans les effluents réceptionnés à la station biologique et sur les polluants réglementés au niveau du point de rejet dans le milieu par l'arrêté préfectoral n° 2015-DLP/BUPE-169 du 27 mai 2015 modifié susvisé. Cet inventaire présente les valeurs moyennes de concentration et de flux ainsi que la variabilité de ces valeurs.

### **Article 3 :**

L'exploitant procède d'ici le 30 juin 2026 :

- au curage/nettoyage du bassin R1157 ;
- à la vérification de l'étanchéité du bassin R1157 ;
- à la mise en œuvre des éventuelles actions correctives nécessaires ;
- à la définition d'une fréquence de nettoyage/curage et de contrôle de l'étanchéité du bassin R1157.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs de réalisation de ces actions d'ici le 31 juillet 2026.

### **Article 4 :**

L'exploitant procède :

- d'ici le 30 juin 2025 au désherbage du bassin R1117 ;
- d'ici le 31 décembre 2025 :
  - au curage du bassin R1117,
  - à la vérification de l'étanchéité de ce bassin,
  - à la mise en œuvre des éventuelles actions correctives nécessaires ;

- à la définition d'une fréquence de nettoyage/curage et de contrôle de l'étanchéité du bassin R1117.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs de réalisation de ces actions d'ici le 31 janvier 2026.

#### **Article 5 :**

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de Carling et Saint-Avold et pourra y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché pendant une durée minimum d'un mois dans la mairie des communes susvisées. Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire de la commune susvisée et adressé à la préfecture.

Le présent arrêté sera publié sur le portail internet des services de l'État en Moselle (*publications – publicité légale installations classées et hors installations classées – Arrondissement de Forbach - Boulay-Moselle*) pendant une durée minimale de 4 mois.

#### **Article 6 :**

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est, les maires de Carling et Saint-Avold sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au directeur de la société Arkema France et au sous-préfet de Forbach – Boulay-Moselle.

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général

Richard Smith

#### **Voies et délais de recours**

En application de l'article R.181-50 et R.181-51 du code de l'environnement :

Les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15-1 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
  - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R 181-44 ;
  - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Pour les décisions mentionnées à l'article R.181-51, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et



au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans les délais susmentionnés.

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours citoyens depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.